



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'YONNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

spécial n°20/2016 du 8 mars 2016

Adresse de la préfecture : Place de la Préfecture - CS 80119 - 89016 Auxerre cedex – tél. standard 03.86.72.79.89

Adresse de la sous-préfecture d'Avallon : 24 rue de Lyon – 89000 Avallon – tél. standard 03.86.34.92.00

Adresse de la sous-préfecture de Sens : 2 rue Général Leclerc – 89100 Sens cedex – tél. standard 03.86.64.78.00

Site internet des services de l'Etat : <http://www.yonne.gouv.fr>

RAA spécial numéro 20/2016 du 8 mars 2016

L'intégralité de ce recueil est consultable à la préfecture (MAP), dans les sous-préfectures du département de l'Yonne, aux heures d'ouverture au public et sur le site internet des services de l'Etat.



PREFET DE L'YONNE

Recueil spécial des Actes Administratifs n°20 du 8 mars 2016

---ooOoo---

SOMMAIRE

N° d'arrêté	Date	Objet de l'arrêté	Page
--------------------	-------------	--------------------------	-------------

PREFECTURE DE L'YONNE

MISSION D'APPUI AU PILOTAGE

PREF/MAP/2016/016	08/03/2016	Arrêté donnant délégation de signature à M. Yves COGNERAS, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations	3
PREF/MAP/2016/017	08/03/2016	Arrêté donnant délégation de signature à M. Yves COGNERAS, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de l'Yonne pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire et pour l'exercice des attributions du pouvoir d'adjudicateur au sein de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne	12

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

	04/03/2016	Décision de délégation de signature	14
	07/03/2016	Décision de délégation de signature	16
	07/03/2016	Décision de délégation de signature	18

ARRETE PREF/MAP/2016/016 du 8 mars 2016

Donnant délégation de signature à M. Yves COGNERAS, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Yves COGNERAS, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, à l'effet de signer les décisions et les documents relevant des attributions de sa direction dans les domaines ci-après :

I - Volet cohésion sociale

Prévention des Exclusions et insertion sociale (annexe I)

- Hébergement d'urgence, adapté, volet social du logement
- Protection des populations vulnérables
- Intégration des migrants
- CCAPEX
- Commission de médiation, mise en œuvre de la loi DALO
- Politique du handicap
- Logement social

Egalité des chances, Jeunesse et Sports (annexe II)

- Prévention de la santé par le sport et protection des usagers sportifs
- Prévention et protection des mineurs en accueils collectifs (hors temps scolaire) et des enfants et adolescents handicapés à l'occasion des transferts d'établissements
- Soutien à la parentalité
- Promotion et développement du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire, réforme des rythmes scolaires et éducatifs, PEDT
- Délégation Départementale à la Vie associative
- Centre national pour le développement du sport par délégation du Délégué Territorial du CNDS
- Manifestations sportives, sécurité des circuits motorisés et des enceintes sportives
- Equipements sportifs et socio éducatifs
- Délégation territoriale aux droits des femmes et à l'égalité
- Politique de la ville
- Service civique

II - Volet protection des populations

Santé et protection animale - environnement (annexe III)

- Santé animale
- Alimentation animale
- Sous-produits
- Maîtrise des résidus et des contaminations dans les animaux et leurs aliments
- Elimination des cadavres d'animaux et des déchets d'origine animale et leurs valorisations
- Le bien-être et la protection des animaux
- Les rassemblements d'animaux
- La traçabilité des animaux
- La protection de la faune sauvage
- L'exercice de la médecine vétérinaire, le contrôle du mandat sanitaire et la fabrication, la distribution et l'utilisation du médicament vétérinaire
- Le contrôle des échanges inter-communautaires et avec les pays tiers des animaux et des aliments, et la certification de la qualité alimentaire

Consommation et contrôle économique (annexe IV)

- Protection économique du consommateur et loyauté des transactions
- Sécurité de produits non-alimentaires
- Sécurité des prestations de service
- Régulation concurrentielle des marchés

Alimentation (annexe V)

- Production primaire végétale
- Production primaire animale (élevage)
- Filière vinicole
- Contrôle des centres d'abattage
- Contrôle des établissements dans le cadre de fonctionnement desquels les denrées sont préparées, traitées, transformées, entreposées, mises en vente ou vendues
- Contrôle des établissements stockant, manipulant et transformant des produits destinés à la consommation humaine
- Transport des aliments
- Distribution alimentaire
- Restauration collective

III - Volet administration générale (annexe VI)

- Organisation et fonctionnement de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations
- Gestion des ressources humaines dont les décisions relatives aux situations individuelles des fonctionnaires et agents non titulaires
- Ordonnancement des dépenses de commissionnement des agents (HS, vacances, astreintes, interventions, etc
- Organisation des modalités de temps de travail des agents
- Gestion du comité médical et de la commission de réforme

Article 2 : Les annexes jointes au présent arrêté énoncent les décisions et documents relevant des attributions de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations et pour lesquelles le directeur a délégué de signature.

Article 3 : La présente délégation porte sur l'ensemble des décisions et documents visés à l'article 1 sauf :

- **les contentieux relevant des juridictions administratives**
- **pour le volet cohésion sociale :**
 - Décisions d'interdiction ou d'interruptions d'accueils et de séjours de mineurs et décisions de fermeture des locaux d'accueils (art L227-11 du Code de l'action sociale et des familles),
 - Décisions de fermeture définitive ou temporaire d'établissements d'activités physiques et sportives (art L322-5 du code du sport),
 - Décisions d'homologation des établissements sportifs de plein air de plus de 3000 spectateurs et des établissements sportifs couverts de plus de 500 spectateurs (art L312-5 à L312-10 du code du sport),
 - Approbation des conventions définissant les relations entre associations et sociétés sportives des clubs professionnels (art L122-4 du code du sport).
- **pour le volet protection des populations :**
 - Fermeture et suspension d'activité des abattoirs et des établissements agro-alimentaires,
 - Les arrêtés de réquisition des entreprises d'équarrissage pour l'enlèvement des cadavres d'animaux, au cas où le maire refuse ou néglige d'assurer ses pouvoirs de police générale en matière de sécurité et salubrité publique (article L.2212-2 du code général des collectivités locales),
 - Décisions prises au titre des articles R.214-99, R. 214.103 et R.214-112 du code rural et de la pêche maritime relatives aux autorisations d'expérimentation sur des animaux à des fins scientifiques,
 - Décisions d'autorisation, d'enregistrement ou de suspension d'activité d'installations classées ainsi que toutes les décisions ou actes nécessaires à la mise en œuvre de l'enquête publique prises au titre du livre V du titre I^{er} du Code de l'environnement.

Article 4 : Pour l'ensemble des compétences susvisées, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne me rendra compte de l'usage de cette délégation à l'égard des dossiers sensibles.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation de signature consentie sera exercée par M. Philippe THEODORE, directeur adjoint.

Article 6 : La présente délégation de signature sera exercée pour les actes et documents établis par leurs services respectifs, excepté les mises en demeure et les décisions défavorables, par les responsables de pôle dont les noms suivent :

- M. Christian DECULTOT : pôle prévention des exclusions et insertion sociale et Mme Corinne COGNERAS, chef du service autonomie et protection des personnes au sein du pôle prévention des exclusions et insertion Sociale,
- M. Pascal LAGARDE : pôle égalité des chances, jeunesse et sports,
- M. Sylvain BELLET : pôle consommation et contrôle économique,
- Mme Florence GLEIZE : pôle alimentation,
- Mme Marie-Christine WENCEL: pôle santé et protection animale et environnement,
- Mme Sophie RANDRIAMANALINA, secrétaire générale

Article 7 : cet arrêté abroge toute délégation antérieure.

Le préfet
Jean-Christophe MORAUD

La secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur adjoint et les chefs de pôle de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Délais et voies de recours – le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ANNEXE I

Pôle prévention des exclusions et insertion sociale

Veille et urgence sociale - hébergement- logement social - migrants

- Approbation et visa des budgets prévisionnels et comptes administratifs, des établissements et services sociaux
- Procédures de défense au titre du contentieux de la tarification devant la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale du contentieux en dehors de ce qui est relatif aux établissements de santé (loi n°75-535 du 30 juin 1975 modifiée par la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002)
- Intégration des migrants (PRIPI)
- Signature des conventions annuelles ou pluri annuelles d'objectifs avec les associations en charge de l'hébergement et de la veille sociale
- Elaboration et gestion des différents plans d'urgence au profit des populations vulnérables (Plan grand Froid, Canicule)
- CADA (centre d'accueil des demandeurs d'asile) : décisions d'attribution de financement aux CADA et bordereaux de liaison

Autonomie et protection des populations vulnérables

- Recours devant la commission départementale ou la commission centrale d'aide sociale et notification des décisions (article 17 du décret n° 86-565 du 14 mars 1986)
- Secrétariat du conseil de famille
- Proposition aux commissions d'admission à l'aide sociale pour les formes d'aide sociale relevant de leur examen et mise à charge de l'Etat
- Visa et approbation des budgets et comptes administratifs, des tableaux des effectifs, des amortissements et frais financiers et situation de trésorerie des services tutélaires.
- Etablissement de tous les actes d'administration des deniers des pupilles de l'Etat (article L 224-9 du code de l'action sociale et des familles)
- Injonctions aux établissements et personnes morales de droit privé qui reçoivent de manière habituelle des mineurs à titre gratuit
- Attribution ou suppression de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), aides extralégales (fonds de compensation du handicap)
- Délivrance des cartes d'invalidité, des cartes « station débout pénible », des cartes européennes de stationnement (titres III et V du Code de l'action sociale et des familles)
- Contrôle des centres ou établissements recevant des personnes handicapées dans le cadre du dispositif « vacances adaptées » (article L 412-2 du code du tourisme modifié par l'art.20 ordonnance n° 2010-177 du 23/02/10 et article R 412-15 code du tourisme modifié par l'art. 349 décret n° 2010-344 du 31/03/10)

Logement social et Prévention des expulsions locatives

- Actes relatifs au secrétariat de la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX)
- Secrétariat de la Commission DALO (Etablissement de l'ensemble des actes administratifs concernant la commission, notification des décisions, traitement des recours)
- Secrétariat de la Commission de concertation
- Gestion du contingent préfectoral
- Secrétariat de la commission de conciliation bailleurs/locataires

Pour l'ensemble du Pôle

- Conventions et arrêtés attributifs de subvention ne nécessitant pas de signature conjointe avec une collectivité territoriale
- Réception, instruction et réponses aux plaintes relatives aux différents champs de compétence de la DDCSPP sur le secteur social

ANNEXE II

Pôle Egalité des chances Jeunesse et Sports

Prévention de la santé par le sport et protection des usagers sportifs

- Décision d'agrément des centres médico-sportifs, en application de la circulaire n°83-101 B du 11 juillet 1983 modifiée par la circulaire 08055 du 16 avril 1985
- Décisions d'attribution, notification et contrôle d'utilisation des subventions de fonctionnement aux organismes de centres médico-sportifs

Prévention et protection des mineurs en accueils collectifs (hors temps scolaire) et des enfants et adolescents handicapés à l'occasion des transferts d'établissements

- Délivrance du récépissé de la déclaration effectuée par les exploitants de locaux d'hébergement prévue à l'article R 227-2 du code de l'action sociale et des familles et décision de surseoir à cette délivrance en cas de dossier incomplet
- Délivrance du récépissé de la déclaration effectuée par les organisateurs d'accueils collectifs de mineurs à caractère éducatif à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs en application des articles L 227-4 et L 227-5 du code de l'action sociale et des familles
- Délivrance du récépissé de déclaration d'organiser des accueils collectifs à caractère éducatif hors du domicile parental, à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels ou des loisirs, public ou privé ouvert à des enfants scolarisés de moins de 6 ans en application des articles L 2324-1 à L 2324-4 du code de la santé publique
- Délivrance du récépissé de déclaration des transferts temporaires d'enfants et d'adolescents handicapés
- Décision de s'opposer à l'organisation des accueils collectifs à caractère éducatif en application de l'article L 227-5 du code de l'action sociale et des familles
- Décision de prononcer les injonctions nécessaires y compris dans le cas d'un accueil non déclaré à l'encontre de toute personne physique et morale qui exerce une responsabilité dans l'accueil de mineurs mentionné à l'article L 227-4 du code de l'action sociale et des familles ou aux exploitants des locaux ou du terrain les accueillant en application de l'article 227-11 du code de l'action sociale et des familles
- Décision de prononcer les injonctions nécessaires aux établissements et services gérés par une personne physique ou morale de droit privé accueillant des enfants de moins de 6 ans ou organisant ces accueils en application de l'article L 2324-3 du code de la santé publique
- Décision d'autoriser en application de l'article R 227-14 du code de l'action sociale et des familles, les organisateurs d'accueils de loisirs ou de séjours de vacances à aménager les conditions d'exercice des fonctions de direction de ces accueils et séjours
- Signature des conventions avec les organisateurs d'accueils de jeunes en application de l'article R 227-19 du code de l'action sociale et des familles
- Décisions de suspension en urgence et d'interdiction d'exercer aux personnes dans le cadre des accueils collectifs de mineurs (art L227-10 du code de l'action sociale et des familles)
- Délivrance de la carte professionnelle aux personnes désirant contre rémunération enseigner, animer ou encadrer une activité physique ou sportive ou entraîner ses pratiquants et ayant effectué leur déclaration en application de l'article L 212-11 du code du sport

- Délivrance du récépissé de déclaration de libre prestation de services pour les ressortissants européens hors les activités sportives relevant de l'environnement spécifique (R212-91 du code du sport)
- Délivrance du récépissé de déclaration de libre établissement pour les ressortissants européens hors les activités sportives relevant de l'environnement spécifique (R212-91 du code du sport)
- Saisine pour avis sur les demandes d'équivalences de diplôme de la commission de reconnaissance des qualifications prévue à l'art R 212-84 du code du sport
- Délivrance du récépissé de la déclaration effectuée par les responsables d'établissements où sont pratiquées des activités physiques ou sportives en application de l'article L 322-3 du code du sport
- Décision d'opposition à ouverture d'un établissement où sont pratiquées des activités physiques ou sportives en application de l'article L 322-5 du code du sport
- Décision de prononcer les injonctions nécessaires, en application de l'alinéa 2 de l'article L 212-13 du code du sport, à l'encontre de toute personne exerçant en méconnaissance des dispositions du I de l'article L 212-1 et de l'article L 212-2 du même code, de cesser son activité dans un délai déterminé
- Décisions d'injonctions de cesser d'exercer et décisions de suspension en urgence et d'interdiction d'exercer aux personnes encadrant les activités sportives (art L 212-13 du code du sport)

Soutien à la parentalité

- Décisions d'attribution, notification et contrôle d'utilisation des subventions accordées au titre du soutien à la parentalité

Promotion et développement du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire, réforme des rythmes scolaires et éducatifs, PEDT

- Décisions d'attribution, notification et contrôle d'utilisation des subventions accordées aux associations sportives, de jeunesse et d'éducation populaire, aux communes et EPCI
- Signature des conventions annuelles ou pluri annuelles d'objectifs avec les associations et fédérations de jeunesse et d'éducation populaire
- Décisions d'attributions et de renouvellement des postes FONJEP
- Décisions de non-renouvellement des postes FONJEP
- Signature des conventions d'objectifs FONJEP
- Signature des projets éducatifs territoriaux PEDT

Délégation Départementale à la Vie associative

- Tout acte et décision dans les limites des attributions visées à l'article 1-I de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 portant création d'une délégation inter-services à la vie associative
- Récépissés de déclaration, de création, de modification et de dissolution des associations de l'arrondissement d'Auxerre
- Récépissés de déclaration, de création, de modification et de dissolution des associations pour l'arrondissement d'Avallon à compter du 1^{er} juillet 2015
- Récépissés de déclaration, de création, de modification et de dissolution des fonds de dotation
- Réception, instruction et réponses aux plaintes relatives aux associations
- Décisions d'agrément ou de refus d'agrément des associations sportives, en application de l'article 1 du décret n°2002-488 du 9 avril 2002 pris pour l'application de l'article L 121-4 du code du sport
- Décisions d'agrément ou de refus d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire, en application du décret n° 2002-571 du 22 avril 2002 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 8 de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001

Centre national pour le développement du sport par délégation du Délégué Territorial du CNDS

- Transmission de tout courrier, acte, attestation, certificat ou pièce comptable lié à la gestion de la part territoriale et des subventions d'équipement sportif
- Notification des subventions accordées aux associations sportives

Manifestations sportives, sécurité des circuits motorisés et des enceintes sportives

- Récépissés de déclaration et arrêtés d'autorisation des manifestations sportives à caractère départemental ou sur l'arrondissement d'Auxerre
- Récépissés de déclaration et arrêtés d'autorisation des concentrations et des manifestations comportant la participation de véhicules terrestres à moteur
- Arrêtés d'homologation des circuits (véhicules terrestres à moteur)

Equipements sportifs et socio éducatifs

- Avis sur les projets d'équipements sportifs et socio éducatifs
- Avis sur l'accessibilités des équipements sportifs et socio éducatifs
- Porter à connaissance

Politique de la ville

- Signature des documents d'exécution financières (BOP 147)
- Tout courrier d'information, de transmission relatifs aux contrats de ville.

Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité

- les décisions transmises aux associations, organismes privés ou tout autre acteur : courriers, comptes-rendus et notification

Service civique

- Signature des accusés réception des dossiers complets de demande d'agrément au titre du service civique
- Décision portant agrément au titre de l'engagement de service civique et de volontariat associatif (décret n°2016-137 du 9 février 2016)

ANNEXE III

Pôle santé et protection animale et environnement

- L'article L 205-10 et R 205-3 du code rural et de la pêche maritime relatif à la proposition de transaction pénale
- L'article L 206-2 du code rural et de la pêche maritime relatif aux mises en demeure en cas de constatation d'un manquement

Décisions individuelles concernant :

En matière de santé animale :

- Les décrets et arrêtés ministériels pris en application des articles L 201-3 à L 201-5, L 221-1, L 221-2 du code rural et de la pêche maritime fixant les mesures applicables aux maladies animales et les prophylaxies organisées
- Les articles L 223-5 à L 223-9 du code rural et de la pêche maritime sur les mesures à mettre en œuvre en cas de maladies réputées contagieuses
- L'article L 224-3 du code rural et de la pêche maritime, pour l'exécution des mesures de prophylaxie d'office
- Les articles L 201-9 et L 201-13 du code rural et de la pêche maritime relatifs à la délégation de missions de surveillance et de prévention
- L'article L 201-10 du code rural et de la pêche maritime sur les réseaux de surveillance,
- Les décrets pris en application des articles L 203-1, L 203-2, L 203-3 et L 203-7 du code rural et de la pêche maritime relatifs à l'habilitation des vétérinaires sanitaires
- les décrets pris en application des articles L203-8 à L203-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au mandatement des vétérinaires
- Les décrets et arrêtés ministériels pris en application de l'article L 222-1 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle sanitaire de la reproduction animale
- Le code général des collectivités territoriales (L 2215-1) en cas d'urgence
- L'article L 223-4 du code rural et de la pêche maritime sur l'exécution d'office des opérations prophylaxie au frais du propriétaire ou détenteur
- L'article L 223-6-1 du code rural et de la pêche maritime sur la prise d'un arrêté de mise sous surveillance d'un animal ou d'un cheptel suspect d'être atteint d'une maladie de catégorie 1 ou 2
- L'article L 223-8 du code rural et de la pêche maritime sur la prise d'un arrêté portant déclaration d'infection d'un animal ou d'un cheptel atteint d'une maladie de catégorie 1 ou 2
- Dispositions relatives à l'agrément des négociants et centre de rassemblement
- L'arrêté ministériel du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration

- Les articles L 223-9 et 223-10 relatifs aux mesures à prendre vis à vis des animaux mordeurs, suspects de rage ou ayant été en contact avec un animal reconnu enragé
- La réglementation concernant le contrôle sanitaire des reproducteurs, des centres d'insémination artificielle ou de transplantation embryonnaire et de la monte publique
- L'arrêté ministériel du 11 août 1980 modifié concernant l'organisation de la lutte contre les maladies réputées contagieuses des abeilles
- Dispositions relatives au contrôle des établissements ouverts au public pour l'utilisation d'équidés

En matière d'alimentation animale :

- l'article L 235-1 du code rural et de la pêche maritime et ses textes d'applications, relatifs à l'enregistrement et à l'agrément sanitaire des établissements dans le secteur de l'alimentation animale et le règlement (CE) N° 183/2005 du 12 janvier 2005 établissant des exigences en matière d'hygiène des aliments pour animaux
- L'article L 235-2 du code rural et de la pêche maritime relatif aux mesures administratives susceptibles d'être prises à l'encontre d'un exploitant qui commet des manquements à la réglementation relative à l'alimentation animale

En matière de sous-produits :

- L'arrêté du 28 février 2008 relatif aux modalités de délivrance de l'agrément sanitaire et de l'autorisation des établissements visés par le règlement (CE) n° 1774/2002 modifié du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine

En matière de maîtrise des résidus et des contaminations dans les animaux et les aliments :

- l'article L 232-2 du code rural et de la pêche maritime et les articles L 218-4 et L 218-5 du code de la consommation relatifs au rappel ou à la consignation d'animaux, produits animaux ou produits d'origine animale présentant ou susceptibles de présenter un danger pour la santé publique

En matière d'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'origine animale et leurs valorisations :

- Les articles L 226-2, L 226-3, L 226-8 et L 226-9 du code rural et de la pêche maritime, ainsi que les autorisations et retrait d'autorisation de détention de matériels à risques spécifiés, délivrées en application de dispositions ministérielles
- L'article 9 du règlement CE N° 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets

En matière de bien être et de protection des animaux :

- Les décrets et arrêtés ministériels pris en application des articles L 214-3, L 214-6 du code rural et de la pêche maritime
- L'article R.214-25 du code rural et de la pêche maritime relatif à la délivrance du certificat de capacité pour exercer certaines activités en lien avec la détention de carnivores domestiques
- L'article R.214-28 du code rural et de la pêche maritime relatif à la délivrance d'un récépissé pour la déclaration des lieux, locaux et installations nécessaires pour exercer ces activités
- L'article R 214-33 du code rural et de la pêche maritime et ses textes d'application, pour ce qui concerne la prescription de mesures de nature à faire cesser les conditions d'insalubrité des locaux d'élevage en vue de la vente, la commercialisation, le toilettage, le transit ou la garde de chiens ou de chats, à l'interdiction de cession des animaux détenus dans ces locaux
- les articles L 211-11 et suivants, et ses textes d'application concernant les animaux dangereux et errants
- L'article L 211-17 du code rural et de la pêche maritime et ses textes d'application, relatif au certificat de capacité de dressage au mordant
- Les articles L 212-10 et D 212-63 à D 212-71 du code rural et de la pêche maritime relatifs à l'identification des chiens, des chats et autres carnivores domestiques et à la désinfection
- L'article L 214-12 du code rural et de la pêche maritime et ses textes d'application, relatifs à l'agrément des transporteurs d'animaux vivants
- L'article L. 214-13 du code rural et de la pêche maritime et ses textes d'application, relatif à la prescription de mesures pour la conduite, le transport à l'abattoir et l'abattage des animaux
- L'article L.214-23 du code rural et de la pêche maritime relatif aux mesures susceptibles d'être prises à l'occasion des inspections et des contrôles réalisés au titre de la protection animale et notamment le retrait des animaux pour en confier la garde à une association de protection animale agréée
- Les articles R. 214-17 et R. 214-58 du code rural et de la pêche maritime relatifs à l'exécution de mesures d'urgence pour abrégier la souffrance d'animaux

- L'article R.214-17-1 du code rural et de la pêche maritime relatif au mandatement des vétérinaires pour établir un bilan clinique de l'état des animaux et de leur condition de vie

En matière de rassemblements d'animaux, hébergement et stationnement d'animaux :

- Les articles R.233-3-3 à R.233-3-7 du code rural et de la pêche maritime relatif à l'agrément d'un centre de rassemblement

En matière de traçabilité des animaux :

- L'article L 212-10 du code rural et de la pêche maritime sur l'identification des carnivores domestiques
- L'article L 221-4 relatif aux défauts d'identification des animaux des espèces bovine, ovine ou caprine
- L'article L 234-1 du code rural et de la pêche maritime sur le registre d'élevage
- Les décrets et arrêtés ministériels pris en application de la section 2 du chapitre II du titre I du livre II du code rural et de la pêche maritime sur l'identification

En matière de protection de la faune sauvage :

- L'article L 413-2 et L 413-3 du code de l'environnement et suivants concernant la détention d'animaux d'espèces non domestiques et leurs arrêtés d'application
- L'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogation définies au 4° de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées
- L'arrêté du 12 août 1994 modifié relatif aux modalités de commercialisation de certaines espèces de gibier pour la consommation

En matière d'exercice de la médecine vétérinaire, de contrôle du mandat sanitaire et de fabrication, de distribution et d'utilisation du médicament vétérinaire :

- Les articles L 5143-3 et R 5146-50 bis du code de la santé publique sur la fabrication aliments médicamenteux à la ferme
- Dispositions relatives au mandat sanitaire

En matière de contrôle des échanges intra-communautaires et avec les pays tiers des animaux et des aliments et la certification de leur qualité sanitaire :

- Les articles L.236-9, L.236-10 et L.236-11 du code de la santé publique relatif aux mesures défavorables susceptibles d'être prises à la suite d'un contrôle réalisé sur des animaux ou des produits animaux importés ou échangés au niveau communautaire

ANNEXE IV

Pôle Consommation et contrôle économique

Les actes administratifs relatifs à la mise en œuvre des attributions suivantes :

- Régulation concurrentielle des marchés relevant des dispositions des livres III, IV et VII du code de commerce notamment les lettres d'observations et les rappels de réglementation
- Protection économique du consommateur relevant des dispositions des livres I et III du code de la consommation, notamment les lettres d'observations et les rappels de réglementation
- Loyauté des transactions, conformité et sécurité des produits et services relevant des dispositions du livre II du code de la consommation, notamment les lettres d'observations et les rappels de réglementation
- Sanction, au titre des articles R.219-1 et suivant du code de la consommation, de la personne ayant mise sur le marché des produits non conformes

Pôle alimentation

L'article R. 205-3 du code rural et de la pêche maritime relatif à la proposition de transaction pénale

Décisions individuelles en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire des aliments prévues par :

- L'article L.231-2-2 du code rural et de la pêche maritime relatif à la qualification de vétérinaire officiel
- L'article L.231-3 du code rural et de la pêche maritime relatif au mandatement de certains vétérinaires à réaliser des missions d'inspection et de contrôle
- L'article L.232-1 du code rural et de la pêche maritime relatif aux obligations d'un exploitant du secteur alimentaire qui a mis sur le marché un produit alimentaire non conforme ou susceptible d'être dangereux
- L'article L.233-1 du code rural et de la pêche maritime relatif à la mise en demeure des exploitants du secteur alimentaire de remédier à des manquements susceptibles de présenter une menace pour la santé publique
- L'article L. 233-2 du code rural et de la pêche maritime relatif à l'agrément sanitaire et ses arrêtés d'application
- L'arrêté du 8 juin 2006 relatif à l'agrément sanitaire des établissements mettant sur le marché des produits d'origine animale ou des denrées contenant des produits d'origine animale
- Les articles L.234-3 et L.234-4 du code rural et de la pêche maritime relatifs aux pouvoirs de décisions des vétérinaires officiels vis à vis d'une part des animaux de rente à qui des substances dangereuses ont été administrées et des produits issus de ces animaux et d'autre part
- Les articles D.231-3-1, D.231-3-2 et D.231-3-3 du code rural et de la pêche maritime relatifs à l'autorisation des personnels des abattoirs de volailles et de lagomorphes à participer aux opérations de contrôles
- Le livre II du code de la consommation
- L'article. R 214-70 du code rural et de la pêche maritime relatif à l'autorisation de certains abattoirs à pratiquer l'abattage rituel
- Le décret n° 2012-1150 du 12 octobre 2012 relatif a ux critères et modalités de modulation de la redevance sanitaire d'abattage.

ANNEXE VI

Secrétariat général**Les décisions et les documents concernant :**

- Décisions relatives aux situations individuelles des fonctionnaires et agents non titulaires :
 - L'octroi des congés annuels, maternité adoption et congés bonifiés
 - L'octroi et renouvellement des congés maladie CLM et CLD
 - L'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel
 - L'utilisation des congés accumulés sur un CET
 - L'octroi des autorisations d'absence, à l'exception de celles relatives à l'exercice du droit syndical
 - Les sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe (avertissement et blâme)
 - L'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité
 - L'établissement et la signature des cartes professionnelles
- La fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation des services
- Tout acte de recrutement du personnel (concours, sans concours, contractuel, stagiaire)
- La commande des matériels, fournitures, véhicules et prestations
- La signature des marchés, ordres de service et toutes pièces contractuelles relatives aux travaux d'aménagement et d'entretien des biens immobiliers
- L'assermentation des agents des services vétérinaires
- Tous les actes relatifs à la gestion du comité médical et de la commission de réforme

ARRETE N°PREF/MAP/2016/017 du 8 mars 2016

donnant délégation de signature à M. Yves COGNERAS, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de l'Yonne pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire et pour l'exercice des attributions du pouvoir d'adjudicateur au sein de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne

Article 1er : En tant que responsable des unités opérationnelles du département de l'Yonne relevant des programmes suivants :

S'agissant des missions « support » :

- Moyens mutualisés des administrations déconcentrées - programme 333

S'agissant des missions relevant de la protection des populations :

- Développement des entreprises et de l'emploi - programme 134
- Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation - programme 206

S'agissant des missions relevant de la cohésion sociale :

- Egalité entre les femmes et les hommes - programme 137
- Handicap et dépendance - programme 157
- Jeunesse et vie associative - programme 163
- Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables - programme 177
- Protection maladie (BOP national) - programme 183
- Sport - programme 219
- Hébergement des demandeurs d'asile – programme 303
- Intégration et accès à la nationalité française – programme 104
- Inclusion sociale et protection des personnes – programme 304
- Politique de la ville – programme 147

Délégation de signature est donnée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat : engagement, liquidation, mandatement, décisions d'oppositions ou relevant de la prescription quadriennale.

Article 2 : Demeurent réservés à ma signature :

Les conventions que l'Etat conclut avec la Région, le Département ou l'un des établissements publics.

Les décisions financières d'un montant supérieur à 50 000 € sauf pour celles relatives au programme 157, 177 et 303, ainsi que les documents de notification correspondants.

Les décisions financières d'un montant supérieur à 10 000 € et les courriers afférents adressés aux parlementaires et au Président du Conseil départemental.

Les ordres de réquisition du comptable public et les décisions de passer outre aux avis défavorables de l'ordonnancier financier local en matière d'engagement de dépenses.

Article 3 : La détermination des besoins à satisfaire prévue à l'article 5 du Code des Marchés Publics d'une part et le mode de computation des marchés au regard des seuils d'autre part, s'effectuent au niveau de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

Article 4 : Un compte-rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire me sera adressé trimestriellement ainsi qu'une copie des comptes-rendus adressés aux responsables des programmes et budgets opérationnels de programme dont relèvent les unités opérationnelles susvisées.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation de signature consentie sera exercée par M. Philippe THEODORE, directeur adjoint.

Article 6 : Délégation de signature est conférée pour toutes décisions et tous documents afin de procéder à l'engagement, la liquidation, la perception des titres de recettes et le mandatement des dépenses ainsi qu'au rattachement des charges et produits à un exercice budgétaire concernant les BOP visés à l'article 1er du présent arrêté, dans la limite des BOP relevant de leurs attributions ou celles qui leur seraient confiées dans le cadre d'un intérim, à chaque cadre suivant :

- M. Sylvain BELLET : chef du pôle consommation et contrôle économique, portant sur le BOP 134
- M. Christian DECULTOT : chef du pôle prévention des exclusions et insertion sociale portant sur les BOP 157, BOP 177, BOP 183, BOP 303, BOP 104 et BOP 304
- Mme Florence GLEIZE : cheffe du pôle alimentation, portant sur le BOP 206
- M. Pascal LAGARDE : chef du pôle égalité des chances, jeunesse et sports, portant sur les BOP 137, BOP 163, BOP 219 et BOP 147
- Mme Sophie RANDRIAMANALINA, secrétaire générale portant sur le BOP 333 et BOP 309
- Mme Marie-Christine WENCEL cheffe du pôle santé et protection animales et environnement: portant sur le BOP 206 et BOP 181

Article 7 : La compétence pour valider au moyen de l'outil Chorus Formulaire, dans le cadre de leurs attributions, les demandes d'achat et les demandes de subventions créées ainsi que les services faits relatifs à ces opérations est donnée à :

- M. Sylvain BELLET chef du pôle consommation et contrôle économique
- Mme Christine BRENAT, gestionnaire BOP au pôle prévention des exclusions et insertion sociale
- M. Christian DECULTOT, chef du pôle prévention des exclusions et insertion sociale
- M. Didier DUVEAU, secrétaire général adjoint
- M. Yves GALAN, gestionnaire BOP au pôle prévention des exclusions et insertion sociale
- Mme Monique GALIANA, gestionnaire comptable
- Mme Florence GLEIZE, cheffe du pôle alimentation
- M. Pascal LAGARDE, chef du pôle égalité des chances, jeunesse et sports
- Mme Sophie RANDRIAMANALINA, secrétaire générale
- Mme Marie-Christine WENCEL, cheffe du pôle santé et protection animales et environnement
- Mme Marie-Claude BAPTIER, gestionnaire BOP au pôle égalité des chances, jeunesse et sports

Article 8 : La compétence pour valider les ordres de missions au moyen de l'outil Chorus DT :

- Mme Christine ALGUACIL, inspectrice du pôle consommation et contrôle économique
- M. Sylvain BELLET, chef du pôle consommation et contrôle économique
- Mme Corinne COGNERAS, cheffe d'unité du pôle prévention des exclusions et insertion sociale
- M. Christian DECULTOT, chef du pôle prévention des exclusions et insertion sociale
- M. Didier DUVEAU, secrétaire général adjoint
- Mme Isabelle FOUQUET, responsable abattoir
- Mme Monique GALIANA, gestionnaire comptable
- Mme Florence GLEIZE, cheffe du pôle alimentation
- M. Pascal LAGARDE, chef du pôle égalité des chances, jeunesse et sports
- Mme Sophie RANDRIAMANALINA, secrétaire générale
- Mme Valérie RICHAUD-TAUSSAC, cheffe d'unité du pôle prévention des exclusions et insertion sociale
- Mme Marie-Christine WENCEL, cheffe du pôle santé et protection animales et environnement

Article 9 : La compétence pour valider les états de frais de déplacement au moyen de l'outil Chorus DT :

- M. Didier DUVEAU, secrétaire général adjoint
- Mme Monique GALIANA, gestionnaire comptable

Article 10 : cet arrêté abroge toute délégation antérieure et toutes dispositions contraires à celui-ci.

Le Préfet
Jean-Christophe MORAUD

La secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur départemental des finances publiques de Côte d'or, le directeur départemental des finances publiques de Saône et Loire ainsi que les agents désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département de l'Yonne et dont copie sera remise aux intéressés.

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication

Décision de délégation de signature du 4 mars 2016

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée aux agents dont les noms et grades sont précisés en annexe, à l'effet de signer, en matière contentieuse et gracieuse, dans le ressort de leur service et dans la limite des montants indiqués en annexe :

- les décisions contentieuses d'admission totale ou partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction ;
- les décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10% prévue par l'article 1730 du CGI, les frais de poursuites ou les intérêts moratoires ;
- les certificats de dégrèvement relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses prises sur les impôts recouverts par les comptables de la DDFIP ;
- les décisions sur les demandes de remboursements de crédits de TVA ;
- les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle et de cotisation économique territoriale formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel qu'en soit le montant.

Article 2 - Lorsqu'un contribuable a commis une erreur manifeste en établissant une déclaration ou en cas d'erreur du service lors de la saisie informatique des éléments déclaratifs, les agents mentionnés en annexe peuvent prononcer le dégrèvement contentieux correspondant, quel qu'en soit le montant, y compris lorsque celui-ci excède le plafond de leur délégation ;

Article 3 – L'usage de la présente délégation se fera dans les conditions fixées par l'instruction du 13 novembre 2003 (BOI 13 0-2-03), notamment en ce qui concerne l'appréciation des limites et des exclusions.

Article 4 – La présente décision prend effet le 11 mars 2016.

Le présent arrêté sera affiché dans les locaux du service où exercent les agents délégataires.

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Bernard TRICHET



DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE

LISTE DES RESPONSABLES ET ADJOINTS BENEFICIANT D'UNE DELEGATION DE SIGNATURE
DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES FINANCES PUBLIQUES DE L'YONNE
(Contentieux et gracieux fiscal)

SERVICE	DÉLÉGATAIRE	GRADE	LIMITE de la DÉLÉGATION
SIE AUXERRE	M BAR Thierry	Inspecteur divisionnaire des finances publiques	60 000 €
SIP AUXERRE	M JAYET Daniel	Inspecteur divisionnaire des finances publiques	60 000 €
SIE SENS	M. POUZENS Jean-Marc (Intérim)	Inspecteur principal des finances publiques	60 000 €
SIP SENS	Mme BELAN Christine	Inspectrice divisionnaire des finances publiques	60 000 €
SIP-SIE JOIGNY	Mme THIEBAUD Corinne	Inspecteur principal des finances publiques	60 000 €
SIP-SIE TONNERRE	Mme VALERIANI Yvette	Inspectrice divisionnaire des finances publiques	60 000 €
SIP-SIE AVALLON	Mme DELABIE Catherine	Inspecteur divisionnaire des finances publiques	60 000 €

* En cas d'absence ou d'empêchement du responsable de service, la limite mentionnée est portée à 60 000 euros

A Auxerre, le 4 mars 2016,

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,


Bernard TRICHET



Direction Départementale des Finances Publiques de l'Yonne

Le comptable par intérim, responsable du service des impôts des entreprises de SENS 89100

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à M. BUFFY PHILIPPE, Inspecteur, adjoint au responsable du service des impôts des entreprises de SENS, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

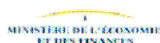
6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement; le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 15 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.



Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses
Samira ALLAOUI	Contrôleur	10 000 €	10 000 €
Sylvie VALLET	Contrôleur	10 000 €	10 000 €
Martine CAFFIER	Contrôleur	10 000 €	10 000 €
Catherine CHAMPAGNE	Contrôleur	10 000 €	10 000 €
Véronique DABREMONT	Contrôleur	10 000 €	10 000 €
Patricia MARYNOWSKI	Contrôleur	10 000 €	10 000 €
Agnès NUNZIO	Contrôleur	10 000 €	10 000 €
Patricia PICHON	Contrôleur	10 000 €	10 000 €
Sylvie RIESENMEY	Contrôleur	10 000 €	10 000 €
Arnauld TREVIT	Contrôleur	10 000 €	10 000 €
Karine WESTERLING	Contrôleur	10 000 €	10 000 €
Denise BIBBER	Agent	2 000 €	2 000 €
Christelle BOUDIN	Agent	2 000 €	2 000 €
Chantal GATEAU	Agent	2 000 €	2 000 €
Monique VERIEN	Agent	2 000 €	2 000 €
Eric BOURGOIN	Agent	2 000 €	2 000 €

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du 89 YONNE

Article 4

La présente décision prend effet le 11 mars 2016.

A SENS, le 7/03/2016
Le comptable par intérim, responsable de service des impôts des entreprises
M. Jean-Marc POUZENS





Arrêté portant délégation de signature

Le comptable par intérim du *service des impôts des entreprises* de SENS (89100) ,
Vu le livre des procédures fiscales, et notamment son article L. 257 A ;

Arrête :

Art. 1^{er} . – Délégation de signature est donnée à l'effet de signer et rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement et de signer les mises en demeure de payer, au nom du comptable, aux agents exerçant leurs fonctions au *service des impôts des entreprises* de SENS (89100) dont les noms suivent :

- *Monsieur Philippe BUFFY, Inspecteur ;*
- *Madame Véronique DABREMONT, Contrôleur . ;*
- *Monsieur WESTERLING Karine, Contrôleur ;*

Art. 2 . – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Art. 3 – *La présente décision prend effet le 11 mars 2016.*

Fait à SENS, le 7/03/2016

Le Comptable du *service des impôts des entreprises* de SENS (89100) par intérim

Jean-Marc POUZENS

